

Universités en danger

Une vue par les données

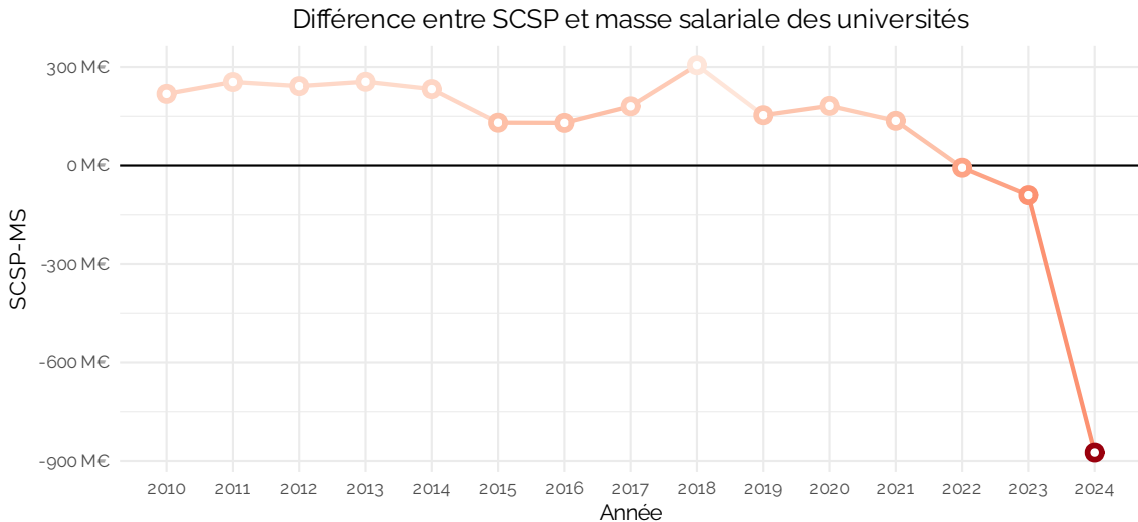
Julien Gossa

Université de Strasbourg et CPESR

@JulienGossa.cpesr.fr gossa@unistra.fr

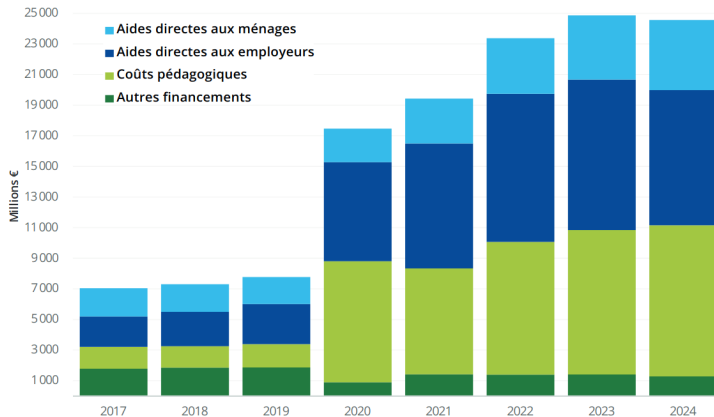
06-02-2025

Budget : Dotation vs. dépenses de personnel



Budget : L'hypothèse de la pénurie de moyens

Graphique 8. Répartition de la dépense nationale pour l'apprentissage



Dares, France Compétences, IGAS/IGF, Ministère du Budget, Unedic, calculs de l'auteur.

Cf. note tableau 1.

Objectifs de la nation : Massification

- 80% d'une classe d'âge au Bac
- 50% d'une classe d'âge diplômée du supérieur

Taux d'accès au Bac

Indicateur 2.2 : Taux d'accès au baccalauréat (champs public et privé)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2022	2023	2024 (Cible PAP 2024)	2025 (Cible)	2026 (Cible)	2027 (Cible)
Total	%	79,6	79,6	83	82	83	84

Source : Projet annuel de performances PLF 2025

<https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2025/projet-loi-finances-les/budget-general-plf-13>

Objectifs de la nation : Massification

Pourcentage diplômé du supérieur

Indicateur 1.1 : Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2022	2023	2024 (Cible PAP 2024)	2025 (Cible)	2026 (Cible)	2027 (Cible)
Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale	%	50,7	Non connu	58	58,3	58,7	59

Source : Projet annuel de performances PLF 2025

<https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2025/projet-loi-finances-les/budget-general-plf-13>

INDICATEUR mission

1.1 – Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale	%	57	Non connu	55	58	58,5	58,5

Source : Projet annuel de performances PLF 2024 <https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2024>

Parcoursup

Indicateur 1.5 : Admission dans l'enseignement supérieur

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2022	2023	2024 (Cible PAP 2024)	2025 (Cible)	2026 (Cible)	2027 (Cible)
Part des néo-bacheliers ayant obtenu au moins une proposition à la fermeture de Parcoursup	%	94,8	95	94,5	93,5	93,5	93,5

Source : Projet annuel de performances PLF 2025

<https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2025/projet-loi-finances-les/budget-general-plf-13>

Objectifs de la nation : Excellence scientifique

Production scientifique (2024)

INDICATEUR

1.1 – Production scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cible)	2026 (Cible)
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique mondiale	%	1,4 (valeur semi-définitive))	1,3 (estimation)	1,3	1,2	1,2	1,3
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique européenne (UE 27)	%	6,4 (valeur semi-définitive)	6,3 (estimation)	6,6	6,2	6,2	6,3
Part de la production scientifique des opérateurs du programme dans l'espace France-Allemagne-Royaume-Uni	%	12,9 (valeur semi-définitive)	12,7 (estimation)	13,1	12,4	12,4	12,7
Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme	indice	0,97 (valeur semi-définitive))	0,93 (estimation)	0,8	0,9	0,9	0,93

Source : Projet annuel de performances PLF 2024 <https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2024>

Objectifs de la nation : Excellence scientifique

Production scientifique (2025)

INDICATEUR

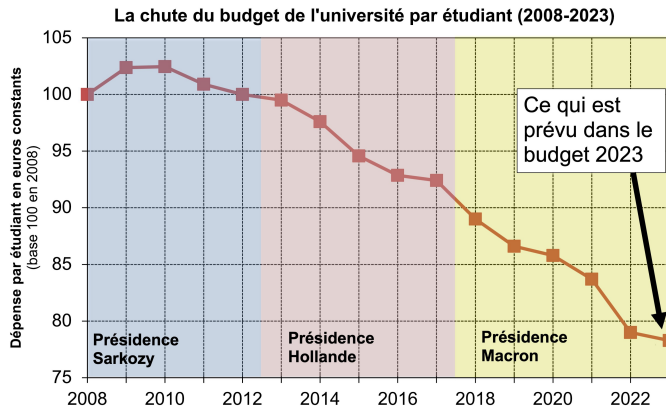
1.1 – Production scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2022	2023	2024 (Cible PAP 2024)	2025 (Cible)	2026 (Cible)	2027 (Cible)
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique mondiale	%	1,1 (valeur semi-définitive)	1,0 (estimation)	0,9	0,9	0,9	0,9
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique européenne (UE 27)	%	5,6 (valeur semi-définitive)	5,4 (estimation)	5,2	5,2	5,2	5,2
Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme	indice	0,95 (valeur semi-définitive)	0,93 (estimation)	0,91	0,9	0,9	0,9

Source : Projet annuel de performances PLF 2025 <https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2025>

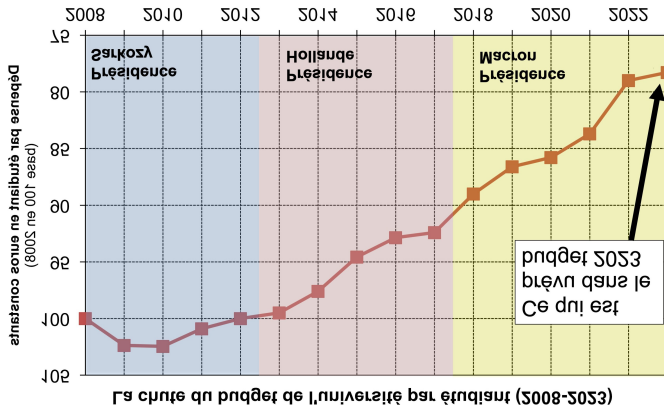
Le mystère de l'investissement dans l'ESR : investissement



Lecture: le budget de l'enseignement supérieur par étudiant (une fois l'inflation prise en compte) a baissé de près de 22% entre 2012 et 2023 en France. Entre 2017 et 2023, la baisse est de 15%. **Sources et séries:** Données compilées par T. Piketty et L. Chancel, voir www.lucaschancel.com/etudiants (série mise à jour en sept. 2022)

Le mystère de l'investissement dans l'ESR : productivité

compilées par T. Piketty et L. Chancel, voir www.lucaschancel.com/etudiants (seule mise à jour en sept. 2023)
de 25% entre 2012 et 2023 en France. Entre 2012 et 2023, la baisse est de 12%. **Sources et séries:** Données
Lecture: le budget de l'enseignement supérieur par étudiant (une fois l'inflation prise en compte) a baissé de près

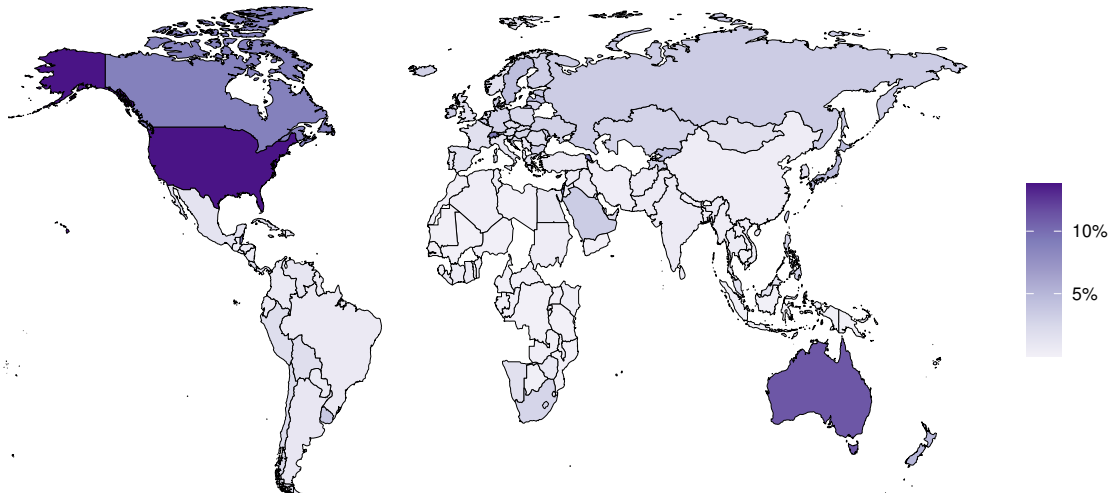


Subsection 1

Les dangers pour les universités

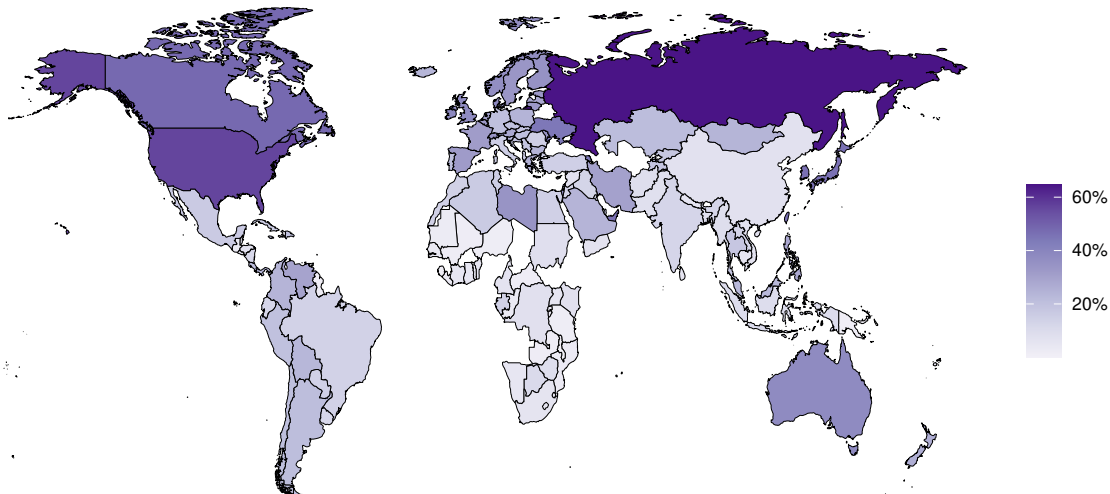
1. Recherche : Déclin de la production scientifique

Taux d'engagement dans l'enseignement supérieur (1950)



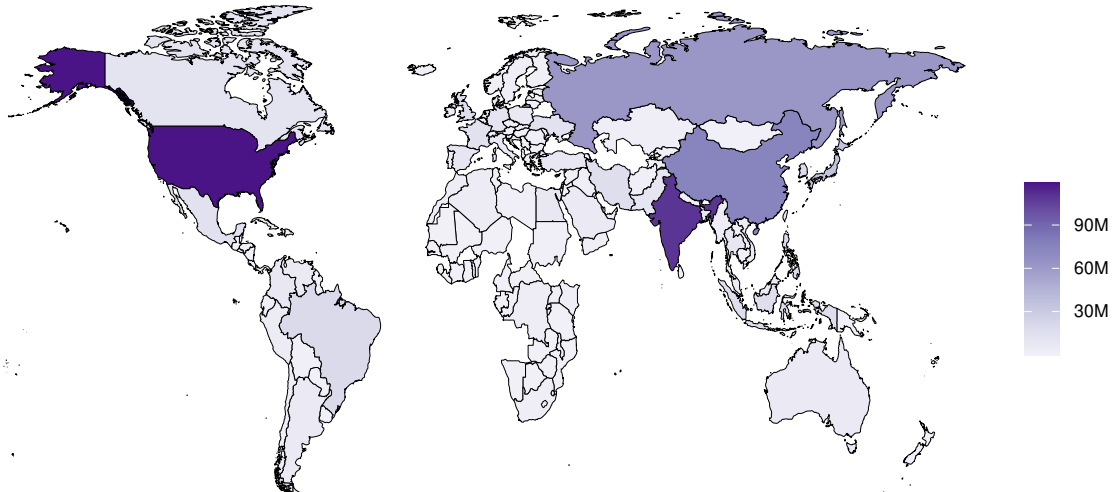
1. Recherche : Déclin de la production scientifique

Taux d'engagement dans l'enseignement supérieur (2015)



1. Recherche : Déclin de la production scientifique

Population engagée dans l'enseignement supérieur (2015)

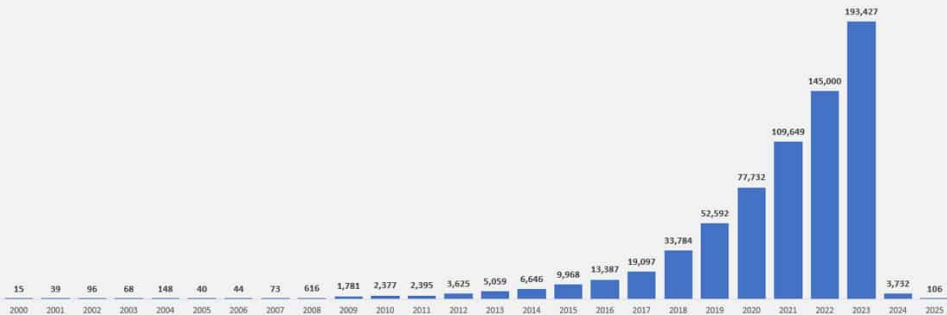


1. Recherche : Déclin de la production scientifique



Number of articles published in MDPI special issues, by year (noting that 2023-2025 is not yet complete)
(TOTAL = 681,496)

Data Source: MDPI web site (9 June 2023)



1. Recherche : Déclin de la production scientifique

Constats :

- La compétition quantitative est inévitablement perdue.
- La compétition qualitative n'a pas encore commencé.
- Intégrité et libertés académiques sont menacées.

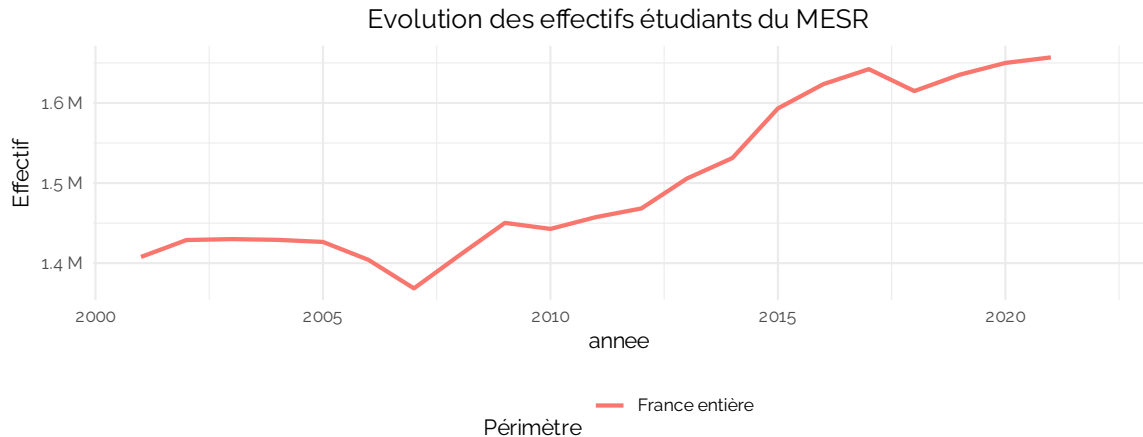
Elément de réponse : sortir de la compétition quantitative

S'il y a compétition/course, c'est probablement pour une sortie de la compétition.

Problème assez "simple" à résoudre (peu de contraintes matérielles)

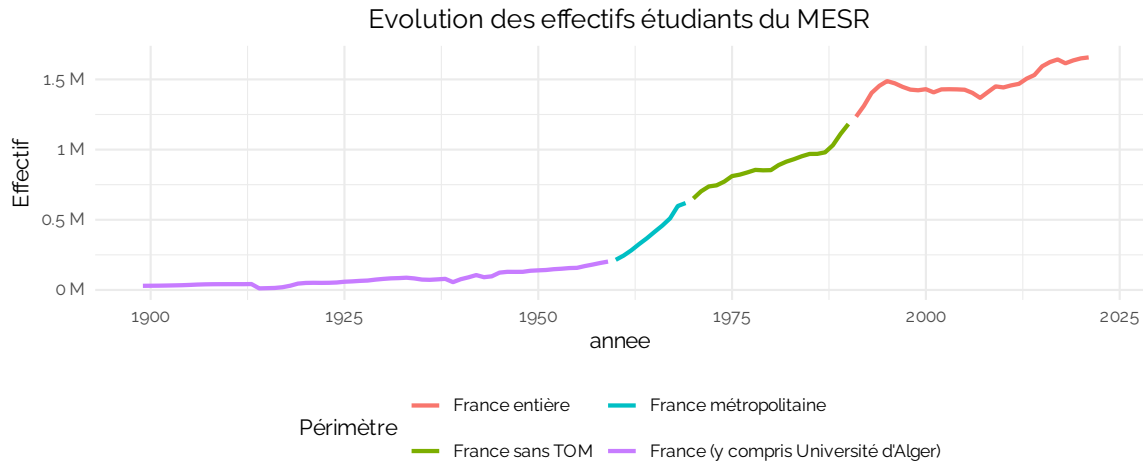
- Objectif : réduction massive du nombre de publications scientifiques
- Moyen : suppression de toutes les incitations à publication + mot d'ordre

2. Stagnation éducative / Déclin éducatif



Julien Gossa et Kevin Hédé, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr
Source : Données collectées par Kevin Hédé

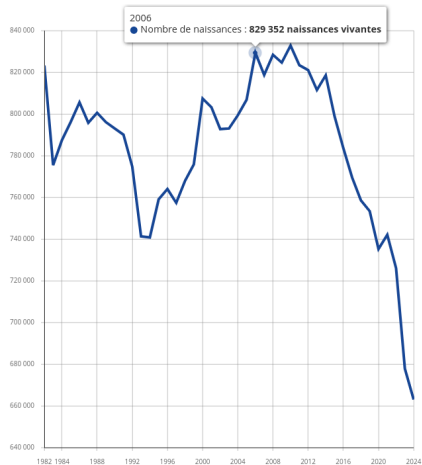
2. Stagnation éducative / Déclin éducatif



Julien Gossa et Kévin Hédé, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr
Source : Données collectées par Kevin Hédé

2. Stagnation éducative / Déclin éducatif

Naissances vivantes



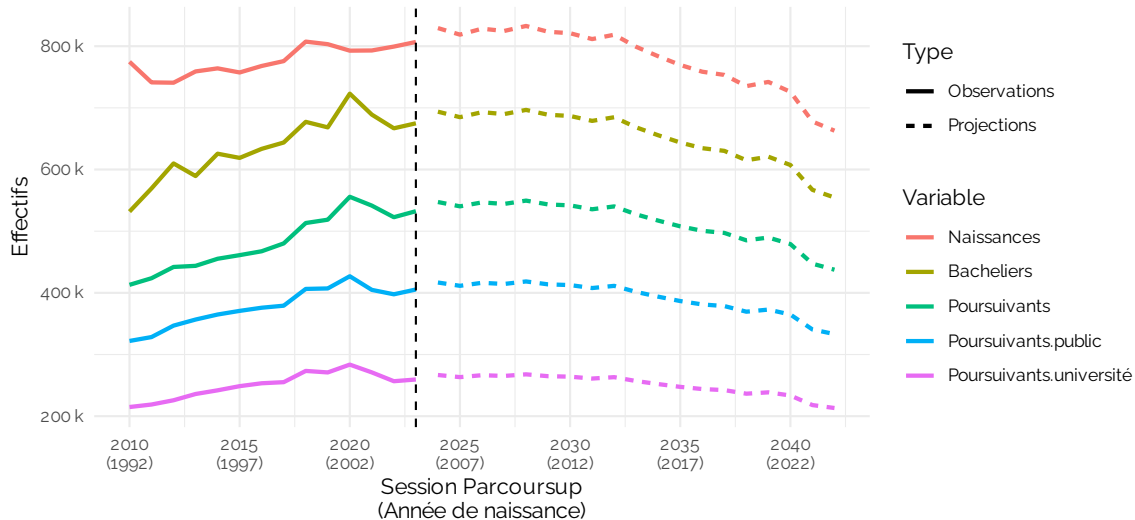
Note : donnée 2024 provisoire arrêtée à fin 2024.

Lecture : en 2024, 663 000 enfants sont nés vivants.

Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

Source : Insee, statistiques et estimations d'état civil.

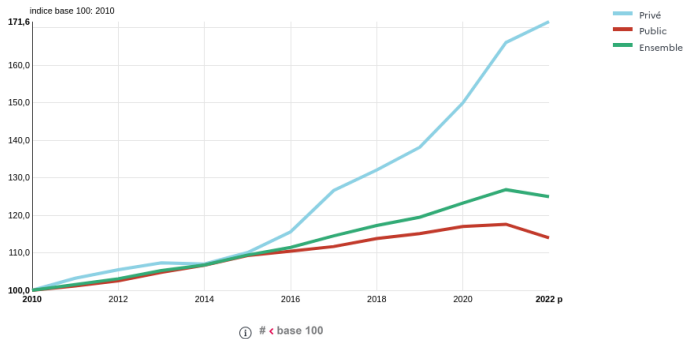
2. Stagnation éducative / Déclin éducatif



2. Stagnation éducative / Déclin éducatif

10.03 | Évolution des inscriptions dans les établissements d'enseignement supérieur (en milliers, base 100 en 2010)

France métropolitaine + DROM



P Provisoire.

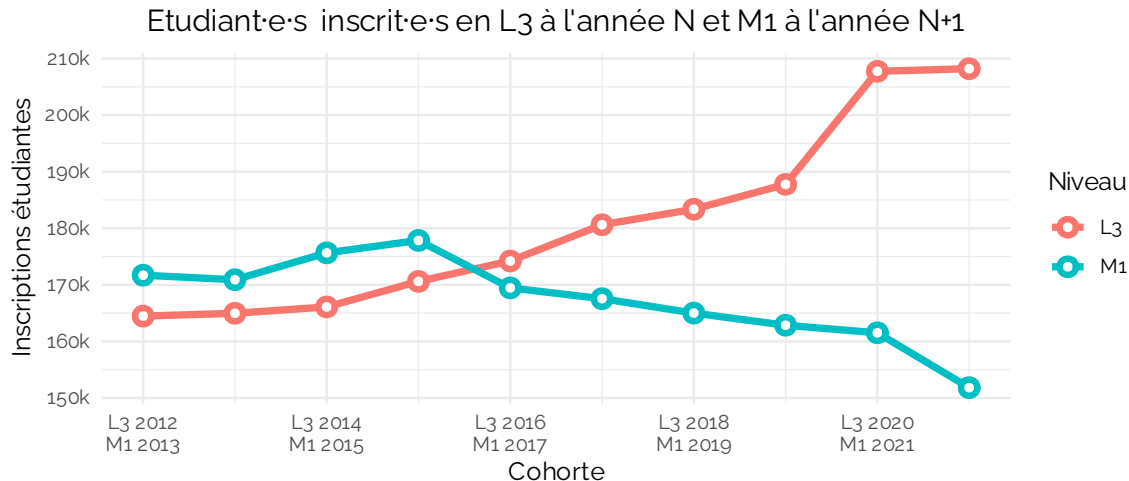
Source | MESR-DGESIP/DGRI-SIES



Source : EERS https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eers/FR/EESR17_ES_10/les_etudiants_dans_les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/

2. Stagnation éducative / Déclin éducatif

La valeur des diplômes en question.



2. Stagnation éducative / Déclin éducatif

Constats :

- L'insertion professionnelle est devenue l'objectif principal (unique).
 - La formation citoyenne fait défaut (grandes crises).
 - L'IA va bouleverser le marché du travail (en plus des pratiques pédagogiques).
- Le marché éducatif est hors de contrôle.
- La démographie a toujours raison.
- Des formations vont fermer, on ne sait pas encore lesquelles (ex. UK).

Élément de réponse : ?

- Besoin urgent de redéfinir le rôle des universités.
- L'abandon de l'insertion professionnelle doit être discuté.

3. Le moral des troupes

- Etudiants :
 - 1/4 besoin d'une aide alimentaire, 1/3 rencontre des difficultés financières
 - 1/3 renonce à des soins, 2/3 anxieux, 1/2 déprimé
- Personnels (<https://cpesr.fr/barometre-de-lesr/>) :
 - 100 000 vacataires, +20% de charge d'enseignement des titulaires en 10 ans
 - des taux de pression au concours qui dépassent 30
 - 1/2 conditions de travail en dégradation, 2/3 pessimistes
 - 2/3 absence de soutien, 1/10 se sent soutenu par France Universités, 1/20 par le MESR
 - 1/2 en capacité de faire le même travail jusqu'à la retraite, 1/3 ne le souhaite pas
- Crises :
 - 4/5 inquiétude face aux crises, 9/10 pour la crise écologique

Élément de réponse : ?

- Comment préparer l'avenir dans un monde incertain ?
 - Risque critique de *quiet-quitting*, vague de démissions, crise de recrutement (ex. EN)
 - Doublement des postes non pourvus entre les deux dernières campagnes.
 - Besoin urgent d'abaisser la tension

Conclusion générale

- La crise budgétaire cache une crise de vocation de l'Université.
 - Le rôle historique défini après-guerre (massification + production scientifique) est révolu.
 - Le rôle défini au tournant du XXI^e (insertion pro + Excellence) peine à faire sens.
- Les arguments traditionnels sont rendus inopérants
 - l'augmentation du nombre d'étudiants
 - le retour sur investissement

Besoin urgent d'une refondation

Remise à plat et hiérarchisation des rôles, avec mise en question de :

- la production scientifique ;
- l'insertion professionnelle.

Possible question centrale

Comment centrer la production et la diffusion des connaissances universitaires sur les grandes crises, notamment écologiques ?

Réussite vs. Exigence : Le discours

"Il est temps d'assumer que les deux cycles [licence et master] n'ont pas les mêmes missions et ne doivent donc pas être organisés de la même manière."

AEF info : Vous avez beaucoup parlé du premier cycle. Quelle est votre vision pour les niveaux master et doctorat ?

Anne-Sophie Barthez : Il est temps d'assumer que les deux cycles n'ont pas les mêmes missions et ne doivent donc pas être organisés de la même manière. Le premier cycle doit accueillir le plus

grand nombre d'étudiants, les faire réussir malgré la diversité des profils et jouer le jeu de l'ancrage territorial. Le master et le doctorat constituent en revanche des formations très largement irriguées par la recherche et pour lesquels l'exigence est de mise. C'est la raison

- Anne-Sophie Barthez, DGESIP en 2019.

Dépêche AEF « La distinction entre undergraduate et graduate doit conduire à réinterroger tout le système de formation »

<https://www.aefinfo.fr/depeche/616359>

Rémunérations vs. dotation : Le discours

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Monsieur le sénateur, nous suivons de très près et avec la plus grande attention la situation de l'ensemble des universités, qui - vous l'avez rappelé - sont confrontées à d'importants surcoûts. Le 12 juin dernier, mon collègue Stanislas Guerini a annoncé, pour l'ensemble de nos agents, des mesures de revalorisation salariale, ce dont nous pouvons nous réjouir.

En 2024, nous compenserons aux établissements au moins 50 % des surcoûts liés aux mesures qui portent sur le point d'indice. Je vous confirme par ailleurs que des compensations ciblées seront allouées aux plus fragiles d'entre eux. Nous porterons ainsi la compensation globale à hauteur de 60 %. Pour l'année 2023, la revalorisation du point d'indice sera compensée à hauteur globale de 70 % et profitera aux universités dans les semaines à venir.

Les données fournies par les établissements indiquent qu'au moins 1 milliard d'euros de leurs réserves financières sont libres d'emploi, somme à mettre en regard avec un reste à charge sur les mesures salariales, qui devrait atteindre au maximum 150 millions d'euros sur l'année 2024. Ces réserves disponibles doivent donc permettre aux établissements d'absorber l'effort exceptionnel demandé - il doit rester exceptionnel -, sans renoncer aux investissements programmés ni à leurs recrutements.

- Sylvie Retailleau, Ministre ESR en 2023

Question orale n°0915S « Situation budgétaire des universités et particulièrement de Le Mans Université »

<https://www.senat.fr/questions/base/2023/qSEQ23110915S.html>